



Association de Consommateurs

Association FORCE OUVRIERE Consommateurs

26, rue Frédéric Petit – BP 90723 – 80007 AMIENS CEDEX 1

☎ 03.22.91.37.10 – Fax 03.22.97.98.80 - courriel : [afoc.somme@gmail.com](mailto:afoc.somme@gmail.com)

## COMMUNIQUE DE PRESSE AFOC 80

### **La destruction pure et simple du logement social**

Cet été, le Gouvernement a annoncé son intention de réduire les Aides Personnalisées au Logement (APL) de 5 € par mois et par ménage bénéficiaire.

Plus de 6,5 millions de foyers aux revenus modestes seront touchés par cette mesure dès ce mois d'octobre.

L'économie espérée est de 390 millions d'euros par an et devrait permettre de financer, pour partie, la suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune des 330 000 ménages les plus riches.

Rappelons que les Gouvernements successifs n'ont eu de cesse de rogner sur les aides et allocations versées aux plus démunis depuis ces 10 dernières années gel des APL, suppression du rattachement au foyer fiscal des parents pour les jeunes allocataires, inéligibilité aux aides des locataires dont le loyer par mètre carré est trop cher, prise en compte de l'épargne populaire dans le calcul des APL etc).

Aujourd'hui le Gouvernement va encore plus loin et vise la destruction massive du système de logement social français.

Dans son projet de Loi de Finances, il demande aux Bailleurs sociaux de baisser leurs loyers de minimum 50 € par logement et par mois entraînant ainsi une perte financière énorme (quelques millions d'euros par an) pour ces derniers qui rappelons-le s'autofinancent grâce à ces loyers justement.

Mais que les organismes sociaux se rassurent, Edouard Philippe et son Gouvernement ont trouvé LA solution miracle pour pallier cette perte financière :

- **augmentation des loyers des locataires HLM les plus « riches », c'est bien connu quand on est locataire HLM, on est riche !**
- **gel du taux d'intérêt du livret A à 0,75% pour permettre aux bailleurs sociaux d'emprunter plus facilement et se surendetter encore plus !**

Que le locataire ne s'y méprenne pas, ce cadeau empoisonné aura des conséquences désastreuses sur ses conditions de vie déjà précaires :

- **moins de construction et de réhabilitation de logements,**
- **moins d'entretien du parc locatif,**
- **licenciement du personnel donc moins de service de proximité,**
- **augmentation des charges locatives,**
- **augmentation du mal logement,**

- **paupérisation des plus modestes et des plus jeunes....**

Pour l'AFOC 80, ces mesures sont injustes, dangereuses et révélatrices de la logique économique du nouveau pouvoir en place : prendre aux plus pauvres pour donner aux plus riches et les condamner haut et fort !

Pour rappel, le rendement de l'ISF en 2016 représentait pour les caisses de l'Etat près de 5,6 milliards d'euros ... la réduction de la dette publique et les critères de Maastricht ont donc bon dos quand il s'agit de financer les cadeaux fait aux plus riches !